



**Sylvain ROBERT**  
Maire de Lens  
Président de la Communauté  
d'Agglomération de Lens-Liévin

**DIRECTION GENERALE**  
des Services Techniques  
Cadre de vie

Affaire suivie par M. Alain DE SCHEPPER  
LE POLE ADMINISTRATIF / FPL

ARRETE N : 2023 - 2693

NOMENCLATURE : 8-3

ARRETE PORTANT RESTRICTION TEMPORAIRE  
DE CIRCULATION ET INTERDICTION TEMPORAIRE  
DE STATIONNEMENT DES VEHICULES ROUTE  
D'ARRAS A LENS,

Le Maire de la Ville de Lens,  
Président de la Communauté d'Agglomération de Lens-  
Liévin,

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales,  
notamment les articles L.2211-1 à L.2213-6,

Vu le Code de la Route,

Vu l'arrêté municipal n° 2022-2812 du 26 septembre  
2022 portant délégations à des Adjointes au Maire,

Vu la charte de l'arbre de la Ville de Lens,

Vu la délibération du Conseil Municipal en date du 16  
décembre 2020 relative à la protection et  
l'indemnisation suite à dégradation sur le patrimoine  
arboré,

Vu la demande en date du 13 septembre 2023 reçue  
aux services techniques de la Ville de Lens le 13  
septembre 2023 de l'entreprise SADE CGTH, 300 rue  
du 1<sup>er</sup> Mai prolongée, Parc de la Galance, 62430  
SALLAUMINES, et ses sous-traitants

Considérant que des travaux de terrassement  
(uniquement en trottoir) pour l'extension du réseau  
GAZ pour le compte de GRDF vont être entrepris par  
l'entreprise SADE et ses sous-traitants et qu'il convient  
de prendre des mesures pour en faciliter la réalisation  
et prévenir les accidents, pendant la période allant du  
lundi 25 septembre 2023 au vendredi 3 novembre 2023  
inclus.

**ARRETE**

-----

Durant la période allant du lundi 25 septembre 2023 au vendredi 3 novembre 2023  
inclus, les dispositions suivantes pour modifier et restreindre la circulation seront  
applicables route d'Arras (partie comprise entre le giratoire Basly et la place Saint-  
Léonard) à Lens

ARTICLE 1 : Le stationnement sera réservé à l'entreprise SADE et ses sous-traitants au droit des  
travaux, sur une distance de 100 mètres de part et d'autre du chantier et de part et  
d'autre de la chaussée, et interdit à tout autre véhicule suivant l'avancement du  
chantier.

ARTICLE 2 : La circulation sera restreinte au droit du chantier. Selon les besoins, l'avancement et  
la fluidité du trafic, elle sera gérée par « Homme-traffic » en faction de part et d'autre  
de la zone de travaux.

ARTICLE 3 : Les jours de matchs du Racing Club de Lens, (championnat ou coupe nationale)  
l'entreprise SADE et ses sous-traitants veilleront à ce que le chantier soit propre et  
sécurisé (évacuation de tout éventuel projectile). Le chantier devra être libéré 4 heures  
avant le début de la rencontre. S'agissant des matchs de ligue des champions, aucune  
activité sur le chantier ne sera autorisée les jours définis.

- ARTICLE 4** : Le trottoir côté travaux sera neutralisé. La circulation des piétons se fera sur le trottoir opposé. Dans ce cadre, des panneaux les invitant à changer de trottoir seront installés de part et d'autre du chantier.
- ARTICLE 5** : L'entreprise SADE et ses sous-traitants seront autorisés à occuper 5 places de stationnement au niveau du parking en schiste place Saint-Léonard pour l'implantation de la base vie et le stockage du matériel (150 m<sup>2</sup>). L'emprise de la base vie sera délimitée par des barrières « Héras », d'une hauteur de 2 mètres, jointes entre elles « par collier anti-vandalisme » et équipées de « jambe de force ».
- ARTICLE 6** : La vitesse des véhicules sera limitée à 30 km/heure.
- ARTICLE 7** : La signalisation réglementaire sera mise en place par l'entreprise SADE et ses sous-traitants conformément à la 8<sup>ème</sup> partie du Livre I de l'Instruction Interministérielle sur la signalisation temporaire en milieu urbain, précisée dans l'article 132 de cette instruction.
- ARTICLE 8** : Durant la nuit, la signalisation réglementaire sera mise en place par l'entreprise SADE et ses sous-traitants conformément à la 8<sup>ème</sup> partie du Livre I de l'Instruction Interministérielle sur la signalisation temporaire en milieu urbain, précisée dans l'article 129 de cette instruction.
- ARTICLE 9** : Lors des terrassements sur trottoir, un passage sécurisé sera mis en place au droit du chantier afin de faciliter la circulation des piétons, ensuite une passerelle sera installée au-dessus de la tranchée.
- ARTICLE 10** : En cas de dégradation volontaire ou non survenant sur le patrimoine arboré, le Barème d'Evaluation de la Valeur de l'Arbre approuvé par délibération du Conseil Municipal en date du 16 décembre 2020 sera appliqué.
- ARTICLE 11** : L'entreprise SADE et ses sous-traitants seront tenus d'assurer le nettoyage des voiries au droit du chantier. Ils sont également tenus de respecter les préconisations sanitaires en vigueur.
- ARTICLE 12** : L'entreprise SADE et ses sous-traitants seront tenus d'intégrer à la durée des travaux, les réfections complètes et définitives des chaussées et trottoirs, au droit du chantier.
- ARTICLE 13** : L'entreprise SADE et ses sous-traitants seront tenus pour seuls et entiers responsables de tous les accidents et dommages causés aux tiers par l'exécution des travaux dans l'emprise du chantier.
- ARTICLE 14** : Dès que le délai accordé pour la réalisation des travaux est dépassé, ou en cas d'insécurité sur la zone en chantier ou de non-respect des mesures sanitaires, la Ville de Lens se réserve le droit de le faire stopper et de faire combler la ou les tranchée(s), le cas échéant, aux frais de l'entreprise SADE et ses sous-traitants sans que ceux-ci n'aient l'assurance d'en être informés, et cela sans recours.
- ARTICLE 15** : L'accès aux riverains, ainsi qu'aux services de secours et d'incendie, sera maintenu.
- ARTICLE 16** : L'entreprise SADE et ses sous-traitants seront tenus d'afficher, de manière visible, au droit des travaux le présent arrêté.
- ARTICLE 17** : L'entreprise SADE et ses sous-traitants seront tenus de respecter le règlement de voirie municipal approuvé par délibération du Conseil Municipal en date du 6 février 1987 et du 19 juin 1987.
- ARTICLE 18** : Conformément à l'article L.325-1 du Code de la Route, tout véhicule ne respectant pas les mesures de circulation et de stationnement mentionnées au présent arrêté sera considéré comme gênant et pourra être verbalisé voire mis en fourrière.

ARTICLE 19 : Toute intervention ayant un impact significatif sur la circulation et/ou sur le stationnement devra faire l'objet d'une communication auprès des riverains au minimum 3 jours calendaires avant le démarrage des travaux (lettre circulaire qui devra être validée au préalable par les services municipaux).

ARTICLE 20 : La non application des articles précédents fera l'objet d'une mise en demeure, qui sera suivie d'un arrêt de chantier en cas de carence.

ARTICLE 21 : Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de LILLE, rue Geoffroy Saint-Hilaire, dans un délai de deux mois à compter de sa notification.

Le Tribunal administratif peut être saisi par l'application informatique "Télérecours citoyens" accessible par le site Internet [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr).

Il peut également faire l'objet d'un recours gracieux devant Monsieur le Maire, dans le même délai de deux mois.

Cette démarche prolonge le délai du recours contentieux qui doit alors être introduit dans les deux mois suivant la réponse. Au terme d'un délai de deux mois, le silence du maire vaut rejet implicite.

ARTICLE 22 : Le présent arrêté fera l'objet d'une publication sur le site internet de la Ville de Lens : [www.villedelens.fr](http://www.villedelens.fr) (rubrique actes administratifs), et une copie en sera adressée à Monsieur le Sous-préfet de l'arrondissement de Lens. En outre, une expédition en sera transmise au Commissaire Central de Police et de Sécurité Publique de Lens, ainsi qu'au Comptable Public.

ARTICLE 23 : Le Directeur Général des Services de la Mairie, le Commissaire Central de Police et de Sécurité Publique de Lens et le Comptable Public, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution des dispositions du présent arrêté.

Fait en l'Hôtel de Ville, le

28 SEP. 2023



Pour le Maire,  
L'Adjoint Délégué,

JEAN-PIERRE HANON